

Directeurs-Gérants :
F. DE RODAYS & **A. PÉRIER**
 Rédacteur en chef. Administrateur.
 SECRÉTAIRE DE LA RÉDACTION :
Gaston CALMETTE
 TÉLÉPHONE : 102.46 Rédaction
 102.47 Administration
 ANNONCES ET RÉCLAMES
 Agence P. DOLLINGEN, 16, rue Grange-Batelière

LE FIGARO

H. DE VILLEMESSANT
 Fondateur
 RÉDACTION
 ADMINISTRATION — PUBLICITÉ
 26, Rue Drouot, 26 — PARIS
 ABONNEMENT
 Trois Mois Six Mois Un An
 Seine, Seine-et-Oise, 15 30 60
 Départements, 18 75 37 50 75
 Union Postale, 21 50 43 86
 On s'abonne dans tous les Bureaux de Poste de France et d'Algérie.

DOSSIER DE L'ENQUÊTE

Le Figaro publie aujourd'hui les procès-verbaux de l'enquête disciplinaire à laquelle le général Renouard, chef d'état-major général de l'armée, successeur du général de Boisdeffre dans ces fonctions, a été chargé de procéder au sujet de la conduite du lieutenant-colonel du Paty de Clam.

Enquête disciplinaire

SUR LE

L'COLONEL DU PATY DE CLAM

MINISTÈRE
DE LA GUERRE

Paris, 9 septembre 1898.

Procès-verbal du premier interrogatoire de M. le lieutenant-colonel du Paty de Clam par le général Renouard, chef d'état-major général de l'armée.

M. le lieutenant-colonel du Paty est introduit à deux heures trente dans le bureau de M. le général Renouard, chef d'état-major général de l'armée, lequel est assisté par le général Mathis, sous-chef du même état-major.

Le général Renouard informe le lieutenant-colonel du Paty des motifs pour lesquels il est convoqué.

Il lui demande de répondre franchement à ses questions et lui fait observer que cette franchise ne peut que servir ses intérêts ; puis il lui pose la question suivante :

Demande. — D'après le procès-verbal du Conseil d'enquête devant lequel a comparu le commandant Esterhazy, vous avez reconnu avoir eu d'assez nombreuses relations avec cet officier, d'abord directement, puis par des intermédiaires : Mme Pays, M. Christian Esterhazy, puis de nouveau Mme Pays. Il convient, en premier lieu, de me fixer sur les diverses entrevues que vous avez eues avec le commandant, et sur l'objet de vos entretiens.

Réponse. — Le lieutenant-colonel fait tout d'abord observer que tout ce qu'il a dit au Conseil d'enquête, il l'a dit à M. Cavaignac, alors qu'il était ministre de la guerre.

De plus il reconnaît qu'il avait peut-être commis des imprudences, qu'il avait peut-être outrepassé les instructions qu'il avait pu recevoir, mais qu'il avait toujours agi en toute sincérité.

Sur l'observation qui lui est faite qu'en s'exprimant ainsi, il semble se couvrir d'instructions reçues de ses chefs, le lieutenant-colonel répond que le ministre (M. Cavaignac) connaît les personnalités qui lui en ont donné, et il spécifie que pour certaines relations, notamment celles entretenues avec M. de Nettancourt, beau-frère du commandant Esterhazy, il a eu l'assentiment de M. le général de Boisdeffre.

Ramené à la question et prié de vouloir bien préciser à quel moment il a commencé à s'occuper de l'affaire Esterhazy, et quelles ont été ses relations avec cet officier, le lieutenant-colonel expose ce qui suit :

Il ne connaissait pas Esterhazy, et s'il s'est intéressé à lui, c'est qu'il avait la conviction de son innocence, et qu'on lui lui représentait non comme un malhonnête homme, mais comme un vif, dont on se proposait d'exploiter les sottises.

Étant sous-chef du 3^e bureau, et n'ayant aucun rapport avec le service des renseignements, il n'avait aucun motif de connaître l'affaire Esterhazy.

Il ne s'en serait nullement occupé s'il n'y avait été invité par le général Goussier. Le ministre venait de recevoir une lettre anonyme signée P. D. C., lui disant qu'il avait été trahi, et l'on se demandait comment l'on pourrait en faire parvenir l'avis au commandant Esterhazy.

Dans une réunion à laquelle assistaient le général Goussier, le lieutenant-colonel Henry, le commandant Lauth, l'avis fut émis de recourir à la voie anonyme. On rédigea même deux lettres, mais ce moyen fut interdit d'une manière formelle et on dut y renoncer.

« Du reste, fait-il observer, le commandant Esterhazy était déjà prévenu et il l'a été sans ma participation. »

Le lieutenant-colonel affirma, en outre, n'avoir eu aucune connaissance du complot avant la réunion dont il vient de parler.

Interrogé sur le dire du commandant Esterhazy d'avoir été relancé, dès son arrivée à Paris, par un visiteur qui se serait présenté rue de Douai, vers sept heures du soir, le lieutenant-colonel du Paty de Clam affirme que ce n'était pas lui, mais il reconnaît avoir fait partie d'un groupe de personnes qui ont assisté à l'entrevue du parc Montsouris, entrevue qui constitue les premiers rapports entre lui et le commandant Esterhazy.

A la question qui lui est posée : « Si c'est de son propre mouvement qu'il s'est rendu à cette entrevue », le lieutenant-colonel du Paty répond :

« J'ai compris ce que parler veut dire. On m'a dit : « On veut que nous le prévenions, je ne puis le faire. Qui se désolera ? C'est alors que je me suis sacrifié. Je suis allé à Montsouris. » Nous étions plusieurs et l'un d'entre nous faisait le guet, durant l'entrevue. » Esterhazy me dit que ce qui lui arri-

« vait était épouvantable, et il m'a montré une lettre où tout était dévoilé. »

« Je l'ai exhorté au calme, mais il a néanmoins écrit au ministre pour lui demander audience, et c'est à la suite de cette demande qu'il a été reçu par le général Millet. »

« Dans un deuxième entretien, j'ai cherché à le calmer le plus possible, en l'assurant qu'il n'avait rien à craindre. C'est dans cet entretien qu'il m'a affirmé, sur l'honneur, n'avoir jamais vu le bordereau avant sa publication dans le *Matin*. J'ai pu, du reste, m'assurer, en causant avec lui, qu'il ne connaissait rien des documents dont il y était fait mention. Je l'ai revu encore une ou deux fois après cette entrevue. »

« Le général de Boisdeffre ignorait mes relations avec Esterhazy, mais il m'a laissé entendre qu'il convenait de chercher un moyen d'en avoir avec lui, soit par M. de Nettancourt, soit par le commandant Bergougnoux. »

Questionné sur les motifs pour lesquels les personnes présentes à l'entrevue portaient des lunettes bleues, des fausses barbes, le lieutenant-colonel du Paty de Clam répond qu'on savait le commandant Esterhazy très surveillé et qu'on voulait éviter d'être reconnu, car si on pensait avoir l'autorisation tacite des supérieurs, il ne fallait pas compromettre l'état-major.

Le général chef d'état-major pose alors au lieutenant-colonel du Paty de Clam les questions suivantes :

Le général Renouard. — Esterhazy dit vous avoir demandé si vous veniez lui parler du contenu de la lettre signée *Speranza* ?

Le lieutenant-colonel du Paty. — C'est possible, mais il était prévenu par cette lettre et par d'autres.

Le général Renouard. — Précisons un point : Quand vous êtes allé à cette entrevue, y avez-vous été invité ?

Le lieutenant-colonel du Paty. — Je n'ai pas reçu d'ordres, mais j'ai cru comprendre qu'il fallait les prévenir.

Le général Renouard. — Qu'entendez-vous dire quand vous dites au Conseil d'enquête qu'Esterhazy était au secret moral ?

Le lieutenant-colonel du Paty. — Esterhazy était affolé. Il prétendait qu'il y avait des faux préparés pour le perdre. Il était l'objet de pressions. *En nous quittant, il est allé chez le colonel de Schœnherp pour lui demander d'affirmer qu'il n'était pour rien dans l'affaire du bordereau. Il ne nous a parlé de cette démarche que dans une entrevue postérieure. Je ne pouvais le laisser faire. Il fallait l'orienter et le canaliser.*

Le général Renouard demande alors au lieutenant-colonel du Paty si, au cours de ces entretiens, il n'a pas incité le commandant Esterhazy à demander audience au ministre et à écrire au Président de la République.

Le lieutenant-colonel reconnaît avoir engagé le commandant Esterhazy à s'adresser au ministre et au Président de la République. Il fallait le détourner de s'adresser à l'étranger.

Mais il faut remarquer que le commandant Esterhazy était très difficile à manier, qu'il était exaspéré de voir ses premières lettres sans réponse : « Je l'ai calmé de mon mieux, dit-il, et c'est pourquoi je l'ai engagé à s'adresser au Président de la République. »

Toutefois, le lieutenant-colonel affirme ne pas avoir écrit la lettre incriminée.

Sur l'observation qui lui est faite qu'il a cependant reconnu devant le Conseil d'enquête qu'il en avait donné la carcasse, il répond :

« C'est vrai, j'ai fait une carcasse de lettre, mais ce n'est pas la carcasse de celle qui a été écrite. J'avais fait une carcasse de lettre raisonnable, et le lendemain Esterhazy m'a apporté une lettre que j'ai blâmée. Esterhazy a écrit trois lettres, c'est la dernière que j'ai vue. Je lui en ai fait l'observation. »

« Je n'ai pas écrit cette lettre. Esterhazy m'a dit qu'on la lui avait dictée. »

Invité à préciser ce « on », le lieutenant-colonel du Paty ajoute :

« Je ne puis prendre la chose à mon compte. Je n'ai jamais écrit ni dicté une lettre de cette nature. »

« J'insiste à nouveau. »

« Jamais je n'ai écrit. J'ai inspiré la première lettre. Celle qui m'a été présentée est la troisième, et je n'en ai eu connaissance que huit jours après sa réception. Je le répète, je n'ai inspiré qu'une lettre, et il y en a trois. »

Interrogé ensuite sur la participation qu'il a prise dans les lettres écrites par le commandant Esterhazy au lieutenant-colonel Picquart et au général Goussier, le lieutenant-colonel du Paty affirme ne pas les connaître.

Mais il n'en est pas de même en ce qui concerne l'article publié par la *Libre Parole* et signé Dixi. Il reconnaît que le commandant Esterhazy lui a apporté un article, qu'il a vu ; mais il affirme qu'il ne l'a pas écrit. Il s'est borné à corriger les passages qui le concernaient personnellement, et il ajoute : « Ce n'est pas Esterhazy qui a fait cet article, c'est quelqu'un d'ici. »

Après avoir résumé les réponses aux questions posées ci-dessus, et que le lieutenant-colonel du Paty confirme à nouveau, le général Renouard lui demande qu'il a été le but des autres entrevues.

Le lieutenant-colonel du Paty répond qu'à la troisième entrevue, il a été demandé qu'il était, grâce à la surveillance dont il était l'objet. Et il fait observer que, dès que le commandant Esterhazy connaît son nom, apparaît la dame voilée. Il dit tenir du commandant Esterhazy que la première entrevue avec la femme voilée a eu lieu près du cirque Fernando, qu'interrogé par lui sur cette dame, le commandant Esterhazy varie dans ses réponses.

Le commandant Esterhazy lui a dit

d'abord que c'était une personne du monde, puis, peu après, que c'était une demi-mondaine. A un moment donné, le commandant Esterhazy aurait même cité un nom.

Quelle que soit cette personne, le lieutenant-colonel fait remarquer que, dès son entrée en scène, on a des renseignements précis sur les agissements du camp adverse. Il ajoute qu'il a eu connaissance, par le commandant Esterhazy, de la remise qui devait lui être faite du document dit *libérateur* et qu'il l'a engagé à le remettre de suite au ministre.

Le général Renouard demande alors au lieutenant-colonel du Paty si ces entretiens avec le commandant Esterhazy étaient connus de ses chefs.

Le lieutenant-colonel du Paty répond qu'on ne voulait pas les savoir, mais que, bien certainement, on les connaissait, car il avait surpris des conversations qui lui en donnaient l'assurance.

Dès que ces entretiens lui ont été interdits, ce qui a eu lieu vers le 18 novembre, il les a cessés.

Il ajoute : « C'est alors que j'ai eu recours aux intermédiaires cités : Mme Pays, etc. »

Le général Renouard lui fait observer qu'à partir du moment où il avait reçu l'ordre de ne plus voir le commandant Esterhazy, il était bien évident que toutes relations devaient cesser, même par intermédiaires.

Le général Renouard ajoute que la distinction faite par le lieutenant-colonel du Paty est complètement inadmissible.

Demande. — Ici se place un fait important, dit le général.

Le commandant Esterhazy a reçu une directive pour l'interrogatoire qu'il devait subir devant le général de Pellieux, et le général cite la première phrase de cette note directive :

Le lieutenant-colonel du Paty. — Parfaitement. J'ai dit à Esterhazy de ne pas parler de nos relations. Je lui disais que je ne pouvais pas le voir et que, si on l'interrogeait sur nos entretiens, il devait dire qu'il était lié par des promesses, et si on insistait, il devait demander à être tout d'abord déchargé.

Le général Renouard. — Cette lettre était à deux écritures ?

Le lieutenant-colonel du Paty. — Oui, j'avais commencé à écrire en capitales, puis j'ai repris mon écriture habituelle. Cette note est de moi.

Le général Renouard fait observer au lieutenant-colonel qu'il a fondé le rempli un rôle très incorrect, qu'il a pu obéir à certains sentiments de générosité et de dévouement, mais qu'il y avait une limite qu'il ne lui était pas permis de franchir ; que, dans certaines entrevues, il a annoncé au commandant Esterhazy des puissants protecteurs, ce qui pourrait laisser supposer que lui, du Paty, était le représentant de ses chefs.

Le lieutenant-colonel du Paty répond qu'il a toujours dit au commandant Esterhazy qu'il était seul et n'avait pas l'état-major derrière lui ; que le commandant Esterhazy a toujours cherché à faire supposer qu'il avait l'appui de l'état-major, mais que lui, du Paty, s'est toujours refusé à le suivre sur ce terrain.

Sur une nouvelle observation relative au secret moral dans lequel lui paraissait être le commandant Esterhazy — alors qu'il avait présenté le commandant Esterhazy comme admirablement renseigné — le lieutenant-colonel du Paty dit qu'il n'a eu cette appréciation que fort peu de temps ; qu'en réalité, il était au secret moral en ce qui concernait l'état-major, mais qu'il était parfaitement renseigné sur le camp adverse.

Il ajoute que c'est par le commandant Esterhazy qu'on a connu les détails de la lettre : *J'accuse* !

Le général Renouard revient alors à la note produite par le commandant Esterhazy et qui se trouve entre les mains de M. Tézénas.

Il y a, dit-il, dans cette note, une phrase relative à la pièce secrète. Qu'avez-vous voulu dire ?

Le lieutenant-colonel du Paty répond :

« Esterhazy m'avait parlé de la pièce *Canaille* de D. J'ai pensé qu'on lui en avait parlé, mais qu'il ne l'avait pas en sa possession. Elle a été rapportée sous enveloppe, et cela, je crois, sur mon conseil. Esterhazy ne savait pas ce que contenait cette enveloppe, car il m'a questionné sur cette pièce. Je me suis borné à lui dire qu'elle était « zébrée. »

Le général Renouard poursuit la lecture de la note présentée au Conseil d'enquête Esterhazy et demande des explications sur le dernier paragraphe, où il est question de l'auteur du télégramme signé *Blanche*.

Le lieutenant-colonel du Paty croit toujours que cette personne est Mlle Blanche de Comminges, car il savait que cette dame était l'intermédiaire de Picquart.

En résumé, dit le général Renouard, croyant rendre des services, vous avez eu de nombreux rapports avec le commandant Esterhazy et vous ne les avez cessés qu'au moment de l'enquête du général de Pellieux.

« On ne m'a jamais dit de voir Esterhazy, répond le colonel, et dès que la défense m'en a été faite, j'ai cessé toute relation, même avec M. de Nettancourt. »

En définitive, reprend le général Renouard, vous avez agi de votre propre initiative et sans ordre de vos chefs ?

Le lieutenant-colonel du Paty. — En m'occupant de cette affaire, j'ai cru répondre à leurs désirs, sauf en ce qui concerne M. de Nettancourt, le colonel Bergougnoux, et M. Tézénas.

« J'ai vu ce dernier sur l'avis du général Goussier, pour le documenter, et j'ai même reçu, pour le faire publier, un article préparé par le général Goussier. Cet article n'a pas été publié, mais je l'ai encore entre les mains. »

Quant à mes relations par des intermédiaires, il y avait trop d'intérêt à les maintenir pour ne pas les continuer, même après la défense qui m'était faite.

« J'ai vu Mme Pays chez moi, puis à des rendez-vous. Je n'ai été chez elle qu'une fois, pour remettre une lettre, refusant à Esterhazy de lui servir de témoin. »

« J'ai eu également comme intermédiaire Christian Esterhazy. Il est venu me demander de sauver son oncle et l'honneur de son nom. Je me suis borné à le rassurer ; puis, un jour, il est venu me demander, d'une façon impérative, les preuves de la culpabilité de Dreyfus. Je l'ai mis à la porte, mais il s'est vengé en me faisant impliquer dans l'affaire de son oncle. »

Le général demande alors au lieutenant-colonel si ses relations se sont continuées après le procès.

Le lieutenant-colonel du Paty répond affirmativement. Il a eu, avec le commandant Esterhazy, cinq à six entrevues. Le commandant était très monté contre l'état-major. Il s'est efforcé de le calmer en lui affirmant que lui, du Paty, était seul et que l'état-major n'était nullement derrière lui.

Il assure que s'il a joué le rôle qui lui est reproché aujourd'hui, c'est qu'il y a été poussé par le lieutenant-colonel Henry qui lui avait présenté ce rôle comme un service signalé à rendre.

Il ajoute qu'il n'a eu connaissance du dossier de la querelle Picquart avec ses subordonnés que le 17 ou le 18 novembre.

Sur l'observation qui lui est faite, que ses démarches étaient dangereuses pour ses chefs, le lieutenant-colonel du Paty répond qu'il est fier de ce qu'il a fait, car il a contribué à sauver un innocent :

« J'ai compris, dit-il, le jeu des phylonomes et, de plus, je crois avoir empêché Esterhazy de faire des choses qui auraient pu être grosses de conséquences pour le pays. J'ai peut-être fait des fautes, mais en toute sincérité. »

Et sur l'observation finale qu'au point de vue militaire il a dépassé la mesure, et qu'on ne se lance pas dans la voie qu'il a suivie sans s'en rendre compte, le lieutenant-colonel répond qu'on savait certainement qu'il voyait le commandant Esterhazy puisqu'on lui a intimé l'ordre de cesser.

Le lieutenant-colonel du Paty se retire à 4 h. 30.

Rapport au ministre de la guerre

Enquête sur les faits reprochés à M. le lieutenant-colonel du Paty de Clam.

Paris, 11 septembre 1898.

Monsieur le ministre,

Par une note du 6 septembre, vous m'avez prescrit de faire une enquête sur les charges graves qui paraissent résulter, contre le lieutenant-colonel du Paty de Clam, attaché au 3^e bureau de l'état-major général, des procès-verbaux établis dans les séances du Conseil d'enquête, réuni pour émettre un avis au sujet du commandant Esterhazy.

J'ai procédé à cette enquête *seul*, aussi bien pour m'y mêler avec un officier de l'état-major que pour m'assurer mon indépendance absolue.

Toutefois j'ai prié le général Mathis qui n'a été mêlé en rien à l'affaire Esterhazy, et dont les sentiments de profonde honnêteté et de sincère discrétion me sont connus depuis longtemps, de vouloir bien m'assister lors des interrogatoires que j'ai fait subir au lieutenant-colonel du Paty. J'ai cru devoir donner connaissance à M. le général Goussier des déclarations faites par le lieutenant-colonel dans un premier interrogatoire et le général m'a remis ses observations que j'ai d'ailleurs communiquées en l'invitant, dans une seconde séance, à fournir à son tour de nouvelles observations s'il le jugeait à propos.

J'ai l'honneur de vous adresser ci-joints deux procès-verbaux des interrogatoires du lieutenant-colonel, les observations du général Goussier, le procès-verbal du Conseil d'enquête Esterhazy que vous m'avez communiqué.

De l'enquête à laquelle je me suis livré il résulte que le lieutenant-colonel du Paty a eu, à partir du mois d'octobre 1897 et jusqu'à la fin du procès Esterhazy, de nombreux rapports avec ce dernier.

Que ces rapports ont eu lieu, d'abord sous forme d'entrevues directes, et, plus tard, par des intermédiaires dont le lieutenant-colonel paraît avoir donné presque tous les noms.

Que ces rapports se sont traduits par des encouragements, des avis sur la conduite à tenir, des conseils ou même une collaboration plus directe pour la rédaction de lettres ou d'articles de journaux, que devait signer Esterhazy, notamment l'article signé « Dixi », dont le lieutenant-colonel reconnaît avoir corrigé le texte ; une des lettres au Président de la République, dont le Paty aurait, dit-il, donné « la carcasse », mais qu'il prétend être la première, qu'il affirme ne contenir aucune idée comminatoire, et dont aurait d'ailleurs blâmé la rédaction ; enfin, la note envoyée à Esterhazy au moment où celui-ci allait paraître devant le général de Pellieux, note qui renseignait le commandant sur les réponses qui seraient faites au général. Cette note, le lieutenant-colonel reconnaît l'avoir rédigée ; elle a été écrite par lui, partie en écriture ordinaire, et partie en écriture déguisée, comme il l'a lui-même avoué.

En ce qui concerne les mobiles de sa conduite, le lieutenant-colonel a tout d'abord déclaré, comme il l'avait dit déjà devant le Conseil d'enquête, qu'ayant eu connaissance des attaques dont allait être l'objet le commandant Esterhazy, il avait pensé qu'il n'était pas possible de laisser

étranger sans défense un officier qu'il savait innocent, et que tout d'abord il importait de ne pas le laisser affoler. Il a en outre *insinué* qu'il avait du reste été engagé à agir ainsi par un officier qu'il n'a pas voulu nommer, tout d'abord, mais, qu'un peu après, il a dit être le colonel Henry. Il avait d'ailleurs déclaré au Conseil d'enquête, qu'il était personnellement intéressé à la manifestation de la vérité.

Il est possible qu'un sentiment généreux et la préoccupation des conséquences, à son point de vue, de la campagne entreprise, aient déterminé la conduite du lieutenant-colonel au début.

Quant à l'influence qu'a pu exercer sur lui, soit à ce moment, soit plus tard, le lieutenant-colonel Henry, on se trouve en présence d'une affirmation bien difficile à contrôler aujourd'hui et qui, si elle pouvait être confirmée, ne diminuerait en rien la part de responsabilité du lieutenant-colonel du Paty.

Questionné sur les circonstances qui l'ont mis au courant de la campagne projetée ou entreprise entre Esterhazy, le lieutenant-colonel du Paty prétend qu'ayant reçu l'ordre de ses chefs de préparer successivement deux projets de lettres anonymes destinées à prévenir Esterhazy, lettres qu'il reconnaît, d'ailleurs, ne pas avoir été envoyées, il en a conclu qu'on s'était proposé, en le chargeant de ce travail, de le mettre au courant de l'affaire pour l'inciter à prévenir lui-même Esterhazy. Vous reconnaîtrez sans doute, monsieur le ministre, que cette explication est au moins bien subtile.

Quoi qu'il en soit, le lieutenant-colonel du Paty se mit en rapport avec Esterhazy, et ses entrevues, au moins quelques-unes d'entre elles, ont lieu dans des conditions de mystère et de travestissement bien singulières. Du Paty les explique par l'intention de dépister les agents nombreux qui, d'après lui, surveillaient Esterhazy pour le compte de ses accusateurs.

On peut aussi expliquer cette attitude par l'exaltation et la tendresse au romantisme dont le lieutenant-colonel a fait preuve parfois dans des circonstances absolument étrangères à l'affaire Esterhazy. Mais, dans tous les cas, je dois signaler l'emploi qu'il a fait de procédés peu compatibles avec la dignité d'un officier.

Pressé de faire connaître s'il a agi d'après les ordres de ses chefs, en entretenant des rapports avec Esterhazy, il reconnaît qu'il n'a pas reçu d'ordre ou d'autorisation.

Il faut remarquer cependant qu'il a été autorisé à entrer en relations avec M. de Nettancourt, beau-frère d'Esterhazy, qu'il, on désirait voir s'employer à calmer le commandant, et avec M. Tézénas, à qui il devait fournir des renseignements sur la procédure à suivre (voir les observations du général Goussier), mais s'il avoue qu'il n'a pas reçu, à proprement parler, d'autorisation pour les relations entretenues par lui soit directement, soit par intermédiaires autres que MM. de Nettancourt et Tézénas, il pouvait cependant, dit-il, croire agir suivant les vues de ses chefs.

Il ne donne, d'ailleurs, aucune preuve sérieuse de cette affirmation, avoue qu'il n'a jamais rendu compte formellement de ce qu'il faisait et en vient même à détruire ce moyen de défense.

Il reconnaît que lorsque M. le général de Boisdeffre lui a interdit absolument de voir le commandant Esterhazy, il a interprété cet ordre dans ce sens que les rapports pourraient être continués par intermédiaire avec le commandant, et les a continués, en effet.

On peut juger par là de l'importance qu'il attachait à n'agir que d'après les ordres de ses chefs.

De tout ce qui précède, j'estime pouvoir conclure tout au moins, d'après les documents mis à ma disposition et les réponses que j'ai obtenues :

Que le lieutenant-colonel du Paty de Clam a entretenu, indirectement il est vrai, des rapports avec le commandant Esterhazy, alors qu'avait été donné l'ordre formel de s'en abstenir, ordre que le lieutenant-colonel reconnaît avoir reçu ;

Que, soit avant, soit après cette époque, les rapports entretenus par le lieutenant-colonel du Paty avec le commandant Esterhazy, accompagnés (au moins certains d'entre eux) de circonstances peu compatibles avec la dignité de l'officier, étaient de nature à engager la responsabilité des chefs du lieutenant-colonel, qui ne les ont ni autorisés ni connus au moment où ils avaient lieu ;

Qu'en adressant au commandant Esterhazy la note à deux écritures dont il se reconnaît l'auteur, et qui était destinée à lui faire connaître la ligne de conduite que lui, du Paty, entendait suivre dans l'enquête confiée à M. le général de Pellieux, le lieutenant-colonel paraît avoir cherché à influencer le résultat de l'enquête ;

Le lieutenant-colonel a commis des fautes graves dans le service, qu'il me paraît indispensable de réprimer sévèrement.

Je reconnais toutefois : que l'intention de venir en aide à un officier qu'il jugeait injustement accusé ; que le passé du lieutenant-colonel, son dévouement à ses chefs, dont il avait donné bien des preuves antérieures et qu'il a pu croire leur manifester encore lors de l'affaire Esterhazy, sans se rendre compte qu'il suivait une voie absolument irrépréhensible pour le leur témoigner ; que son caractère ardent et son exagération bien connue ont pu le pousser beaucoup plus loin qu'il n'eût été, s'il eût mieux jugé la situation et les devoirs qu'elle comportait, peuvent atténuer, dans une certaine mesure, la gravité des fautes qu'il a commises.

Je crois donc devoir me borner, monsieur le ministre, à vous proposer de demander à M. le Président de la République de décider la mise en non-activité,

par retrait d'emploi, de M. le lieutenant-colonel Mercier du Paty de Clam.

A cet effet, j'ai l'honneur de vous adresser ci-joint, avec les documents ci-dessus énumérés, la copie du feuillet du personnel du lieutenant-colonel du Paty.

Signé : Général RENOUD.

Procès-verbal du deuxième interrogatoire de M. le lieutenant-colonel du Paty de Clam.

Paris, 10 septembre 1898.

M. le général Goussier, à qui le général Renouard, chef d'état-major général de l'armée, a cru devoir communiquer les déclarations faites par le lieutenant-colonel du Paty dans son interrogatoire du 9 septembre, ayant formulé diverses observations au sujet de ces déclarations, M. le lieutenant-colonel du Paty est appelé à s'expliquer sur ces observations, dans un nouvel interrogatoire.

M. le lieutenant-colonel du Paty est introduit dans le bureau du chef d'état-major, à quatre heures et demie.

M. le général Renouard, chef d'état-major, lui donne lecture des observations de M. le général Goussier.

Le lieutenant-colonel du Paty reconnaît que ce n'est pas le général Goussier qui lui a parlé du commandant Bergougnoux, il ne peut, de même, affirmer que c'est le général de Boisdeffre, cependant, il croit bien que c'est dans la pièce où il se trouve qu'il lui en a été parlé.

Sans contester que le général Goussier ne lui a pas manifesté le désir de lui voir établir des relations avec le commandant Esterhazy, il fait observer que si le général de Boisdeffre et le général Goussier n'étaient pas au courant de ces relations, ils en profitaient, et qu'il ne leur a jamais dissimulé que les renseignements qu'il fournissait provenaient de personnes qui tenaient de près au commandant Esterhazy.

Mis en demeure de faire connaître s'il persiste à dire que le général Goussier connaissait ses relations, le lieutenant-colonel répond qu'il pouvait le croire, en raison des motifs qu'il vient de donner

